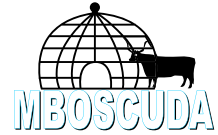




Financé par
l'Union européenne



Centre pour
l'Environnement et
le Développement



REAL-GRNS

Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux
dans la Gouvernance des Ressources Naturelles
dans le Septentrion Cameroun



CADRE OPÉRATIONNEL DE SÉCURISATION AGRO-PASTORALE : Cartographie d'un processus innovant de coexistence agro-pastorale dans la Région de l'Adamaoua, Cameroun

Rédigé par **AHMADOU ROUFAYE**, Secrétaire Général MBOSCUDA
(Association pour le Développement Social et Culturel des Mbororo)

Avec l'appui de **Hanniel MOUSSA**, **Rodrigue NGAME**, **Flora LAMERO**

01 | COMPRENDRE LES ORIGINES DES CONFLITS



Avant le démarrage de l'intervention, entre mai 2025 et janvier 2026, les zones de pâturage des arrondissements de Martap, Dir et Ngaoundal se caractérisaient par une absence totale de mécanismes de sécurisation des parcours pastoraux, avec un taux de sécurisation estimé à 0 %. Cette situation accentuait la difficile cohabitation entre les éleveurs Mbororo et les agriculteurs sédentaires, dont les activités reposent pourtant sur l'accès aux mêmes ressources naturelles. Chaque année, la pression croissante sur les terres, les couloirs de transhumance et les points d'eau alimentait les tensions entre les communautés, entraînant des conflits récurrents aux conséquences sociales, économiques et sécuritaires importantes pour l'ensemble de la Région. Les 4 vrais problèmes identifiés sur le terrain :

- **Des chemins bloqués** : L'extension des champs de maïs ou de manioc a progressivement bloqué les anciennes pistes (couloirs) où passaient les animaux. Pour avancer, les troupeaux n'avaient pas d'autre choix que de traverser les cultures privées.
- **Un problème de calendrier** : Parfois, les animaux arrivent avant la fin des récoltes. Par exemple, à Martap en mai 2025, un troupeau a traversé 2 hectares de maïs non récoltés, ce qui a déclenché de graves disputes et des représailles.
- **Le racket et les arnaques** : À Dir, des intermédiaires profitaient du désordre et du flou juridique pour inventer de fausses taxes nocturnes et réclamer illégalement 5 000 FCFA par troupeau pour les laisser passer.
- **Le manque de règles claires** : Les populations ne connaissaient pas les lois pastorales de l'État et les comités traditionnels de règlement des litiges manquaient de neutralité et de représentativité.

De ce qui précède, le constat est clair : la simple médiation verbale et les interventions administratives tardives ne suffisent plus. Il fallait passer d'une gestion curative des crises à une stratégie de prévention globale, conjuguant approche technologique et dialogue social inclusif.

02 LA SOLUTION TECHNOLOGIQUE : LA PREUVE PAR LE NUMÉRIQUE

Pour réduire les conflits, il fallait avant tout clarifier l'occupation de l'espace. Grâce à la cartographie GPS, les incertitudes ont été remplacées par des données précises et partagées. Notre méthode en 3 étapes simples :



Se parler

Agriculteurs, éleveurs et chefs traditionnels de Martap et de Dir se sont réunis en atelier pour dessiner ensemble des croquis manuels des chemins et identifier les blocages.



Marcher ensemble

Des équipes de jeunes (agriculteurs et éleveurs) ont été formées dans les mêmes proportions, et ont parcouru à pied les pistes avec des appareils GPS pour enregistrer le tracé exact, malgré les aléas liés à la brousse et aux rivières en saison des pluies.



Dessiner les cartes

Ces données ont permis de créer 5 grandes cartes officielles au format informatique et topographique.

Ce qui a été réalisé près de chez vous :



Martap

- 75 mk sécurisés
- Couloirs stabilisés de Mini-Martap à Mayo Noda.
- Calendrier Agro-Pastoral* signé (100 exemplaires)
- Réduction immédiate des conflits dès la saison de transhumance.



Ngaoundal

- 200 km sécurisés
- Grand couloir tracé de Beka Goto jusqu'à la rivière Pangar en 15 jours d'expédition en forêt dense
- 3 passages critiques entièrement libérés par consensus communautaire.



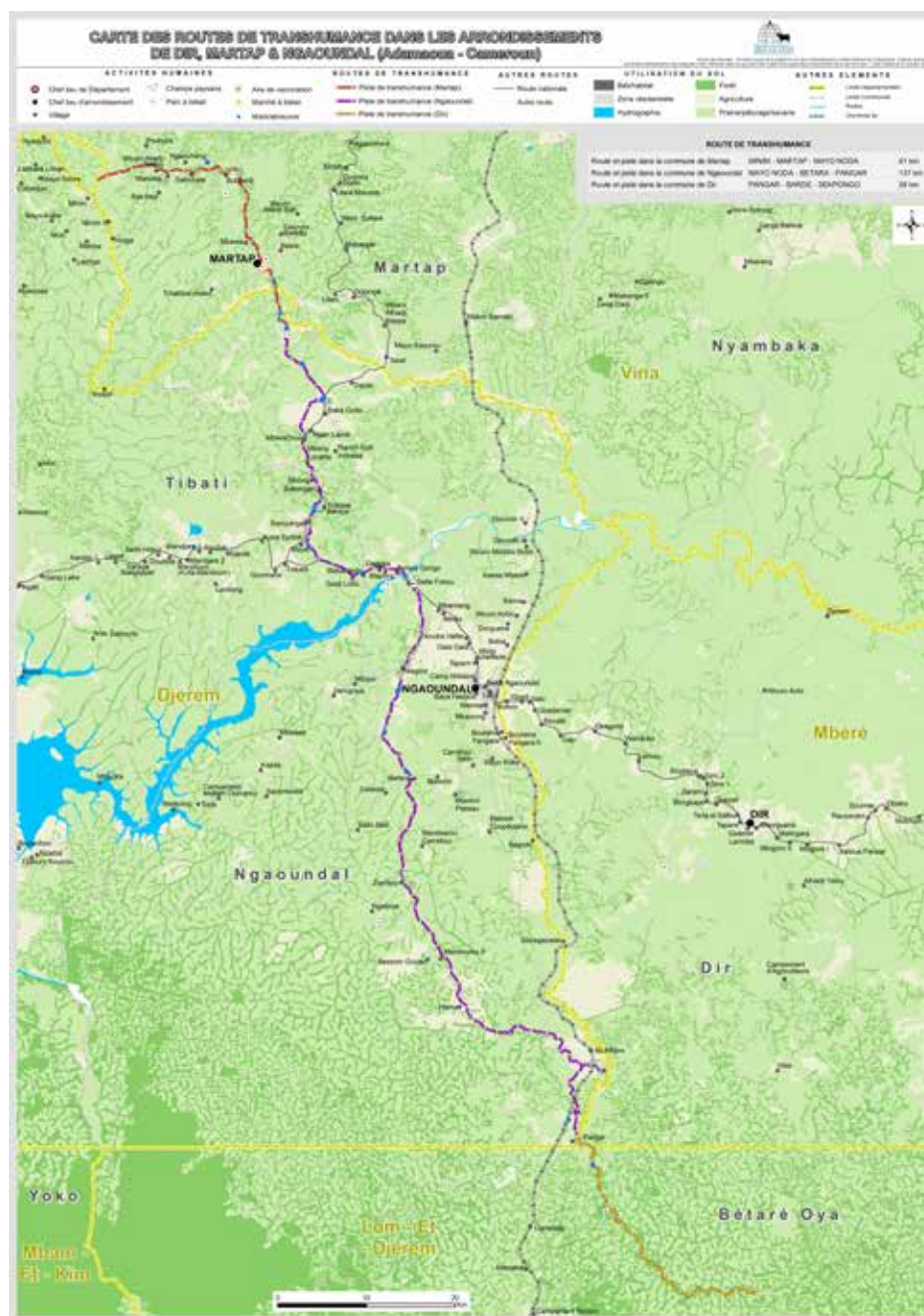
Dir

- Points d'eau et zones de repos cartographiés.
- Adaptation à une transhumance devenue continue toute l'année.
- Démantèlement du réseau de racket nocturne.

Les communautés disposent désormais de cartes fiables qui permettent de mieux identifier les zones de pâturage, les terres agricoles et les couloirs de transhumance, facilitant ainsi la cohabitation et la prévention des conflits.

L'INNOVATION INSTITUTIONNELLE : LE CALENDRIER AGRO-PASTORAL CONTRACTUEL

À Martap, pour mettre fin aux conflits liés aux récoltes tardives, le processus a abouti à la création d'un Calendrier Agro-Pastoral officiel, reproduit à 100 exemplaires et distribué dans toutes les communautés concernées. Ce document contractuel local, validé par les autorités administratives, interdit formellement tout mouvement de troupeau ou départ en transhumance avant le 15 novembre, protégeant ainsi l'intégrité des cultures de maïs jusqu'à la récolte complète.



03 | LA SOLUTION HUMAINE : LES BRIGADES DE PAIX



Pour faire vivre les accords conclus par les communautés, MBOSCUA a créé 3 Alliances Agricoles et 3 Comités Mixtes, plus connus sous le nom de "Brigades de Paix". Véritables espaces de dialogue et de médiation, ces structures veillent au respect des règles établies, renforcent la collaboration entre agriculteurs et éleveurs et contribuent à prévenir les conflits au quotidien.

Les 4 règles d'or de ces Brigades :

1. La parité parfaite

Chaque comité compte autant d'éleveurs que d'agriculteurs. Personne n'est favorisé, garantissant la neutralité des décisions et éliminant tout sentiment de partialité (principale raison pour laquelle les comités traditionnels avaient perdu leur crédibilité).

2. Une justice gratuite de proximité

Les litiges sont arbitrés directement dans le village, à l'amiable, sans délai. Les populations n'ont plus à s'endetter pour accéder à des procédures judiciaires étatiques longues et coûteuses. La justice vient à eux, rapidement et gratuitement.

3. La standardisation des compensations

À Ngaoundal, les comités ont brisé l'arbitraire. Si des bœufs abîment un champ de maïs, la règle est claire : l'éleveur doit prêter ses bœufs pendant 8 heures pour labourer gratuitement le champ de l'agriculteur. Ce barème prévient les escalades.

4. La voix des Femmes

Bien que le milieu pastoral soit historiquement patriarcal, 12 femmes leaders ont été formées et intégrées dans les processus de décision. Leur rôle est crucial : elles désamorcent, au sein même des foyers, les dynamiques de vengeance intercommunautaire avant qu'elles ne s'enflamment.

04 DES IMPACTS VISIBLES

Actions de plaidoyer et ancrage administratif



Fin du racket à Dir : En s'appuyant sur les rapports documentés des Brigades de Paix, un plaidoyer direct a été mené auprès du Sous-préfet de Dir. Ce dernier a demandé des patrouilles de gendarmerie régulières pour protéger les couloirs.



Le relais pris par l'État : Les bases de données GPS ont été officiellement transmises aux délégués régionaux du Ministère de l'Élevage (MINEPIA) et de l'Agriculture (MINADER) afin d'être intégrées dans les plans d'aménagement du territoire. Le travail communautaire devient ainsi patrimoine institutionnel durable.



L'engagement des mairies : Des démarches sont en cours auprès des mairies de Martap, Ngaoundal et Dir pour inscrire au budget d'investissement communal le marquage physique permanent des couloirs : implantation de bornes en béton durables, réclamées directement par les communautés bénéficiaires. Le modèle s'exporte dans le Septentrion : plusieurs chefs de villages et de collectivités territoriales voisines, témoins directs de la baisse des violences à Martap et Ngaoundal, ont sollicité MBOSCUA pour déployer ces mêmes outils dans leurs zones respectives.

UN MODÈLE À DÉPLOYER



L'expérience menée dans l'Adamaoua démontre qu'il est possible de prévenir durablement les conflits agro-pastoraux grâce à une approche qui combine innovation, dialogue et participation communautaire. En renforçant la concertation entre agriculteurs, éleveurs, autorités locales et services techniques, le processus a permis de créer un cadre de gestion plus apaisé et plus efficace des ressources partagées.

Au-delà des résultats obtenus, cette initiative ouvre la voie à une diffusion plus large de la méthodologie. Son appropriation par les communautés, son intégration progressive dans les mécanismes locaux de gouvernance et l'intérêt croissant manifesté par d'autres collectivités constituent des atouts majeurs pour sa pérennisation. Cette expérience offre ainsi un modèle concret et reproductible pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et le développement durable dans les zones agro-pastorales du Cameroun.



Le projet REAL-GRNS : Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux à la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion du Cameroun mobilise toutes les parties prenantes de la gestion des ressources naturelles dans le domaine des mines, du foncier et de la sécurité alimentaire. Ceci en renforçant les capacités techniques, matérielles et financières des OSC locales afin qu'elles puissent conduire efficacement des initiatives en faveur de la protection des ressources, la gestion apaisée des terres, la résilience des systèmes alimentaires, la justice de genre et la réduction des inégalités sociales. Spécialiste du foncier, le CED assure la coordination du projet et exécute les actions en lien avec les questions foncières.

En partenariat avec



Centre pour l'Environnement et le Développement - CED



Centre pour l'Environnement et le Développement



@cedcameroun

Site web : www.cedcameroun.org

Le contenu de cette brochure relève de la seule responsabilité de MBOSCUA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.